

- Aucune date n'est encore fixée pour la rencontre avec les otages
- L'état de santé de Tito se détériore

pages D-6 et D-7

- Tennis de table: le Centre du Québec dans la poule finale
- L'Estrie se défend bien en escrime

pages C-1 et C-3

la tribune

71^e ANNEE — No 10 — 32 PAGES — 4 CAHIERS

— SHERBROOKE, LUNDI 3 MARS 1980 —

(SAMEDI 50^e) 30^e

POUR LE QUÉBEC

Ryan veut quelque chose de plus grand

MONTREAL (PC) — De sa manière directe bien caractéristique, le leader libéral du Québec, M. Claude Ryan, a clôturé le 21^e congrès du Parti libéral du Québec (PLQ) en déclarant: "Je n'ai pas peur de l'indépendance mais je veux quelque chose de plus grand pour le Québec".

Devant plus de 2.000 militants, il a affirmé sa conviction que le "NON" massif qu'il réclame au référendum du printemps "est réellement conforme à la volonté majoritaire des Québécois".

Il a dit n'avoir jamais cru que le Parti québécois était en avan-

çant de cela avec quelques militants.

Le chef libéral a réitéré que "du point de vue des intentions de votes, cela n'est pas vrai" et il a dit que tous les sondages en témoignent.

Durant les deux jours de travaux, les militants libéraux ont

été fidèle à la ligne historique de l'évolution du Québec.

M. Ryan a donc pris l'engagement solennel de défendre cette formule de réforme entérinée



Claude Ryan

péquistes qui demande aux Québécois un mandat pour négocier la souveraineté-association.

Avec l'option fédéraliste du PLQ ratifiée par le 21^e congrès, M. Ryan dit que les Québécois ont devant eux deux conceptions claires de l'avenir du Québec. Cela débouchera sur une polarisation accrue "qui fera mal" reconnaît-il, pour ajouter que les "Québécois seront appelés à se définir; ils ne devront pas rester assis entre deux chaises", comme cela se produit trop souvent.

M. Ryan ne pense pas que le peuple puisse vivre longtemps dans un tel climat de polarisation mais il considère que "la santé d'une société exige qu'elle passe de temps à autre par des périodes de polarisation".

M. Ryan a dit également qu'il n'a pas peur du terme "Nation" mais qu'il n'est pas d'accord avec le PQ lorsqu'il s'agit de définir les rapports entre cette nation québécoise et le reste du pays.

par le 21^e congrès partout dans le Canada. Il a même ajouté qu'il ne croyait pas devoir solliciter "un mandat" pour ces négociations avec le reste du Canada, dans une allusion à la question référendaire du gouvernement

doté le PLQ d'un programme politique pour la réforme constitutionnelle, en adoptant seulement quelques modifications au rapport de la Commission constitutionnelle. M. Ryan a dit que la position adoptée en fin de semai-

Cabinet Trudeau connu aujourd'hui

OTTAWA — Au cours du week-end, une trentaine de libéraux ont dû recevoir un appel téléphonique du premier ministre Pierre Trudeau, leur demandant de faire partie de son cabinet.

Ces nouveaux ministres prêteront aujourd'hui serment au cours d'une cérémonie télévisée, sous la direction du gouverneur général Ed Schreyer.

Le cabinet, au cours de son existence, devra faire face à un affrontement entre l'Est et l'Ouest sur les prix de l'énergie, à un vote au Québec sur l'indépendance et aux éternels problèmes de l'inflation, du chômage et des hauts taux d'intérêt.

Dans son choix, M. Trudeau devra tenir compte de la représentation des différentes régions du pays, particulièrement de l'Ouest où il n'a fait élire que deux candidats.

Sans être dans le secret des dieux, on peut tout de même faire certaines spéculations sur la composition du futur cabinet. On peut s'attendre, d'une façon ou de l'autre, à trouver à peu près les personnes suivantes:

M. MARC LALONDE, 50 ans, ancien ministre de la Santé et des Relations fédérales-provinciales. On s'attend à le voir à l'Énergie.

M. JEAN CHRETIEN, 46 ans, qui a déjà été au Finances. On peut le retrouver aux Relations fédérales-provinciales.

M. FRANCIS FOX, 40 ans, qui a déjà démissionné comme Solliciteur général et qui serait prêt à accepter un ministère moins important.

M. GILLES LAMONTAGNE, 60 ans, ancien maire de Québec et ancien ministre des Postes. Il était critique des Affaires urbaines, dans l'opposition.

MME MONIQUE BEGIN, 44 ans, qui pourrait retourner à la Santé et au Bien-être social.

Il y a aussi YVON PINARD, qui pourrait devenir le leader parlementaire.

Les deux seuls candidats de l'Ouest, MM. LLOYD AXWORTHY et BOB BOCKSTAEL, sont presque assurés d'un siège au cabinet.

M. BILL ROMPKY pourrait devenir ministre des Pêches. Pour les sénateurs de l'Ouest au cabinet, il y a MM. RAY PERRAULT, BUD OLSON, HAZEN ARGUE et DAVID STEWART.

Une voiture s'écrase dans la rivière Magog

SHERBROOKE (CB) — Tard en soirée, un automobiliste a failli perdre la vie lorsqu'il a apparemment perdu le contrôle de son véhicule sur la route 55 pour tomber dans la rivière Magog.

Le conducteur a pu être secouru et a été transporté au centre hospitalier La Providence de Magog.

L'agent Bernard Côté du détachement de Sherbrooke de la SQ enquête dans cette affaire.

D'autre part, un violent accident a fait six blessés lorsque deux voitures sont entrées violemment en collision hier soir à l'intersection des rues Portland et Carillon.

Deux des six personnes seraient blessées assez sérieusement, sans toutefois que leur vie

soit en danger. L'accident s'est produit lorsqu'un des véhicules, en provenance de la rue Carillon, a tenté de franchir la voie du boulevard Portland qui mène vers l'est, alors qu'un véhicule circulait sur cette même voie.

Les services techniques de la ville ont déjà présenté un plan de modification de cette intersection qu'ils jugeaient dangereuse, mais les pressions des résidents du secteur avaient convaincu le conseil municipal de ne pas les réaliser selon les devis originaux.

- Unanimité sur le Livre beige
 - Ryan multiplie les entretiens
 - Communications: droit provincial
- page B-1

ce, même s'il a pu affirmer que le PQ peut paraître avoir une longueur d'avance du point de vue déploiement de ressources extérieures. L'indiscrétion d'une caméra avait montré au cours de la fin de semaine, M. Ryan dis-

tant de cela avec quelques militants.

Un champion déjà connu



Le tournoi provincial de hockey mineur de Sherbrooke, qui a commencé vendredi va bon train, les gardiens en savent quelque

chose. Une équipe championne est déjà connue, catégorie Pee-Wee BB, il s'agit des Montagnards de St-Bruno. A lire page C-4.

Assemblée nationale convoquée aujourd'hui

QUEBEC (PC) — A cause de désaccords sur l'heure de l'ouverture des débats sur la question référendaire sur la souveraineté-association, le premier ministre René Lévesque a convoqué l'Assemblée nationale pour aujourd'hui, soit une journée plus tôt que prévu.

Cette convocation hâtive sera conforme aux règlements qui veulent qu'une motion pour ouvrir le débat soit inscrite sur la copie de l'ordre du jour 24 heures avant que celui-ci ne débute.

En décembre dernier, après que M. Lévesque eut dévoilé la question, qui demande un mandat pour négocier la souveraineté-association, le leader parlementaire du gouvernement, M. Claude Charron, avait annoncé l'ajournement de l'assemblée jusqu'au 4 mars, soit demain.

Mais les membres ont dû être rappelés plus tôt, parce que les libéraux n'ont pas consenti à laisser tomber le délai de 24 heures pour permettre d'entamer le débat mardi.

Les libéraux se plaignent maintenant de ce qu'ils seront fatigués à l'issue de leur congrès, qui se déroulait en fin de semaine et au cours duquel ils ont discuté de la proposition de fédéralisme renouvelé qu'ils entendent opposer à la souveraineté-association.

M. Charron, pour sa part, se dit conscient de cet inconvénient, mais note que ce sont les libéraux qui ont refusé de donner leur consentement pour que les débats sur la question puissent commencer mardi.

"Incroyable démagogie"

Par ailleurs, M. Charron a dit que les plaintes de l'Opposition à l'effet qu'elle n'aurait pas droit à la moitié du temps alloué pour le débat relevait d'une "incroyable démagogie".

Le président de l'Assemblée nationale, M. Clément Richard, a proposé aux partis que le gouvernement dispose de 60 pour cent du temps, soit 20 heures sur 35.

Habituellement, les débats durent 38 heures. Les chefs des trois partis ainsi que le leader parlementaire du gouvernement ont droit chacun à une heure et les autres membres de l'Assemblée, à 20 minutes chacun.

M. Charron a indiqué qu'après les discours d'une heure du premier ministre Lévesque et de lui-même, les 66 autres membres du caucus péquiste auront droit à 16 minutes chacun. Les députés d'arrière-ban de l'Opposition disposeront quant à eux des 20 minutes habituelles.

Grève à la mine d'amiante Bell

Demain à la Société Asbestos page A-5

Persiflage

La remontée des Canadiens coïncide avec l'absence de Lafleur, Savard, Lapointe et Houle.

— 0 —

Il faut se demander si certains parents ont l'âge mental requis pour assister au tournoi de hockey mineur.

— 0 —

Il se peut que Rodrigue Biron dise OUI. Il attend probablement la question!

— 0 —

A compter d'aujourd'hui, il n'y aura plus de partisanerie à l'Assemblée nationale, seulement que de la sérénité.

Le persifleur

6/36
GROS LOT
\$100 000
MINIMUM VENDREDI

LOTS-BONIS
\$10 000
(numéros non-décomposables)

NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE						TIRAGE 948 29-2-80	
3	5	7	12	13	31	POSSIBILITÉS (1)	
6 SUR 6	1		333 727 ⁰⁰			NUMÉRO COMPLET 314538	4 GAGNANTS DE \$50.000.
5 SUR 6	287		549 ⁰⁰			5 CHIFFRES 14538	32 GAGNANTS DE \$5.000.
4 SUR 6	10162		43 ¹⁰			4 CHIFFRES 4538	324 GAGNANTS DE \$250.
5 SUR 6+	4		26 289 ⁰⁰			3 CHIFFRES 538	3240 GAGNANTS DE \$50.
						2 CHIFFRES 38	32400 GAGNANTS DE \$5.
Tous les billets gagnants de \$250. et \$50. de la Mini sont encaissables à toute succursale de la BN							
460 B 458	898 B 208	143 A 338	342 C 736	933 B 043			
377 D 684	489 C 011	769 C 040	669 D 890	510 A 342			

Sherbrooke métropolitain

L'entente culturelle avec la Nouvelle-Angleterre avorte

d'une ligne... à la page.

• PUBLI-PROMOTION • RELATIONS PUBLIQUES
• PUBLICITÉ • CONCOURS • ANNONCES •

Bingo 3-700 la tribune

Marathon \$2,100⁰⁰ A GAGNER

Ne perdez pas, ne détruisez pas, prenez bien soin de la carte de BINGO La Tribune -3. Elle vous servira aux trois MARATHONS. Pour chaque BINGO MARATHON, il faut se rappeler que les numéros sont publiés dans la rubrique d'une ligne à la page.

RÈGLEMENT:

- 1- Le BINGO-MARATHON 3-700 est une série de trois marathons successifs.
- 2- Seule la carte LA TRIBUNE-3 est officielle. Elle a été distribuée dans l'édition du 21 février 1980. Nous ne pouvons garantir que chaque abonné a reçu cette carte. Le hasard pour lui soit.
- 3- Le montant qui peut être gagné à chaque marathon est de \$700. S'il y a plus d'un gagnant, le montant sera divisé entre eux.
- 4- Quand votre carte sera remplie (il s'agit d'un MARATHON) appelez immédiatement à La Tribune (566-6353) et demandez le responsable du Bingo, pour la vérification de vos numéros.
- 5- Pour vous qualifier, vous devez appeler AVANT MIDI (12h00) le lendemain de la publication du numéro qui vous a permis de compléter votre carte, pour les numéros publiés les vendredis et samedis, vous avez jusqu'à lundi midi pour vous qualifier. Il est évident que le participant qui aura complété sa carte avec le ou les numéros du vendredi, sera déclaré gagnant avant celui qui aura complété sa carte avec le ou les numéros du samedi ou du lundi.
- 6- Lorsque nous publions plus d'un numéro, un même jour, le premier numéro à priorité quand il s'agit de déterminer un gagnant.

NUMÉROS

à marquer sur votre carte pour
LE MARATHON

No 1

LUNDI, 3 mars 1980:
I-18, N-33

Les numéros ont été pigés par:
Mlle Suzanne Dubois 1563, rue Malet Rock Forest

- 7- La décision de la direction de La Tribune concernant le gagnant sera finale et cette personne devra répondre à une question d'habileté.
- 8- Les employés de La Tribune ainsi que leur famille immédiate ne sont pas éligibles à ce concours.
- 9- La Tribune ne sera en aucun cas responsable pour plus de \$700 en argent, à chaque marathon même si la cause est due à une erreur typographique ou autre.
- 10- La Tribune a payé les droits exigibles quant à ce concours, en vertu de la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.
- 11- Un litige quant à la conduite et l'attribution d'un prix de ce concours publicitaire peut être soumis à la Régie des loteries et courses du Québec.

par Christian Bellavance

SHERBROOKE — L'état de la francophonie en Nouvelle-Angleterre et les disparités entre les divers états ont convaincu les représentants du Conseil de la Culture de l'Estrie de ne pas s'engager dans un processus formel d'échanges avec le Comité Central des Commissions d'Echanges Culturels Francophones de la Nouvelle-Angleterre.

Des représentants du Conseil se sont rendus à Manchester dans le New Hampshire pour signer un protocole d'ententes avec ce comité central afin de favoriser les échanges culturels entre les communautés francophones des états américains voisins et les Cantons de l'Est.



M. Georges Comptois

Toutefois, à la lumière des rencontres que les Sherbrookoïses ont tenues avec les représentants des Commissions d'Echanges Culturels Francophones des états du Connecticut, du Maine, du Massachusetts, du New Hampshire et du Rhode Island, ils ont décidé de reporter indéfiniment la signature de ce protocole pour revoir entièrement ce dossier.

Le Conseil de la Culture des Cantons de l'Est s'est intéressé aux commissions d'échanges américaines à la suite de la participation de quelques dirigeants de ces organismes à une manifestation culturelle qui s'est déroulée au Centre Culturel

de l'Université de Sherbrooke en décembre dernier.

Les représentants américains avaient alors rencontré les dirigeants du Conseil de la Culture de l'Estrie et les deux parties étaient parvenues à une entente de principe sur un programme d'échanges entre les deux communautés.

Francophonie en péril

"D'après ce que nous avons pu constater là-bas, a indiqué le président du conseil M. Georges Comptois, la francophonie est carrément en péril et les mouvements pro-francophones nous ont semblé manquer de force et de conviction."

A cela, il faut ajouter des problèmes qui varient considérablement d'un état à l'autre de sorte que la délégation sherbrookoïse a jugé préférable de ne pas s'engager officiellement avec le Comité Central des Commissions d'Echanges Culturels Francophones de la Nouvelle-Angleterre.

Ceci ne signifie pas pourtant que toute collaboration entre tous ces organismes soit remise en cause. M. Comptois estime en effet qu'il devrait être possible de conclure différentes ententes avec chacune des Commissions.

La collaboration pourrait même exister à un niveau tout à fait informel qui ne ferait pas appel à des ententes signées et officielles. "Nous nous sommes rendus compte, a précisé M. Comptois, qu'il nous faudrait commencer par participer à des festivals là-bas pour montrer que la francophonie, ça existe vraiment et pour ressusciter un peu l'intérêt de la population. Après, selon les résultats, on pourra toujours signer des documents."

C'est tout ce dossier que le conseil d'administration du Conseil de la Culture de l'Estrie aura à examiner lors de sa prochaine réunion et décider de la nature de l'engagement qu'il prendra, s'il opte pour un engagement.

Chez E. T. Tank Lines

Chaque employé garde son emploi

SHERBROOKE (CB) — Aucun des 28 employés syndiqués de sherbrookoïses de la firme E. T. Tank Lines ne perdra son emploi. C'est l'assurance que le syndicat qui représente ces employés a reçue de la direction de la firme dont le siège social est situé à Drummondville.

Vendredi, cette dernière a annoncé qu'elle transférerait toutes ses opérations de Sherbrooke à Drummondville et à Asbestos à la suite de l'ordre que lui a intimé la ville de Sherbrooke de quitter le site qu'elle occupait sur la rue George parce que le type d'opération qu'elle y réalisait ne correspondait pas au zonage de ce secteur.

Hier, au cours d'une réunion syndicale prévue pour la préparation de la prochaine convention collective, le

président du local 106 des Teamsters d'Amérique, M. Harmel Beaudoin, a assuré aux 27 autres membres de l'unité syndicale qu'ils pouvaient tous rester à l'emploi de E. T. Tank Lines, mais que leur base d'opération serait dorénavant à Drummondville.



M. Harmel Beaudoin.

Les travailleurs conserveront donc leurs emplois, mais la ville de Sherbrooke, elle, perd l'entreprise et voit 30 emplois disparaître au profit d'une autre localité.

Conflit scolaire

Intervention de certains parents

SHERBROOKE (CB) — Pour faire respecter le droit à l'école de leurs enfants et forcer les commissions scolaires de la région et le syndicat des enseignants de l'Estrie à entreprendre les négociations le plus rapidement possible, un groupe de parents de la paroisse Notre-Dame de l'Assomption lance un appel aux parents en général pour qu'ils se joi-

gnent à eux afin de faire pression sur ces organisations.

Le groupe, qui n'a pas encore de nom, compte écrire cette semaine aux commissaires pour leur demander de reprendre les négociations le plus rapidement possible et n'écarter pas la possibilité d'en rencontrer quelques-uns si le dossier ne chemine pas assez rapidement.



Le policier Laurent Côté s'est déniché un emploi à temps partiel... depuis quelques jours, il s'improvise camelot de La Tribune... tout allait bien jusqu'à ce qu'un de ses voisins le reconnaisse malgré son camouflage...

Charles-André Beaudoin agissait-il pour lui-même ou pour quelqu'un d'autre lorsqu'il a offert à Gérard Goselin de louer l'appartement de ce dernier à Québec?...

Le Comité des oeuvres de la paroisse St-Thérèse présenteront demain soir un diaporama sur la vie de Mère Thérèse de Calcutta qui vient de se mériter le prix Nobel de la Paix... Le Comité invite toute la population à la présentation qui débutera à 19 heures 15 à l'église même...

Andy Rodrigue et Pierre-René Dubois, deux membres de La Relève, se creusent les méninges pour trouver un sport dans lequel ils battraient sûrement des représentants d'un autre club du même genre...

Marc Pariseau et Jean-François Rouleau leur ont indiqué qu'ils pouvaient choisir n'importe quelle discipline s'ils défiaient qui que ce soit du Club des 13 dont fait partie le conseiller Camille Fortier... à l'exception de la pétanque...

Denis Berger et Robert Bourgault songe sérieusement à promouvoir la candidature d'un bruyant ami lors d'une prochaine élection...

Ne sachant plus comment démontrer son originalité, Réal Crête, a pensé réaliser un coup de maître en se trouvant une petite amie à Berlin... pas en Allemagne, comme certains pourraient peut-être le penser, mais bien dans le New Hampshire en Nouvelle-Angleterre...

Ce n'était pas pour attirer l'attention des passant sur le restaurant d'André Lussier que Jacques Théberge en faisait le tour l'autre soir, avec tout l'attirail lumineux de la voiture de promotion qu'il conduisait en opération... il ne savait tout simplement plus comment quitter le stationnement de l'édifice...

France Généreux, Richard Hétu et Jean-Pierre Gendron, après avoir visité et étudié le fonctionnement d'un journal, ne rêvaient plus qu'à une chose... voir leur nom publié dans une certaine colonne...

Grâce à **la tribune** et **CJRS**

allez **GRATUITEMENT**
à l'École de hockey Ghislain Delage

La Tribune et CJRS ont uni leurs efforts pour permettre à des jeunes d'aller GRATUITEMENT à l'École de hockey Ghislain Delage.

En effet, à la fin de chaque mois, on tirera au sort le nom d'un jeune parmi ceux qui auront fait parvenir le coupon apparaissant dans cette annonce.

C'est une valeur de \$95

Ecole de Hockey Ghislain Delage
C.P. 1510 CJRS Sherbrooke

NOM
ADRESSE
VILLE
AGE
TELEPHONE

Pour des informations concernant l'inscription signalez: **563-2463**

Etes-Vous Assuré

- (A) D'un renseignement, chez vous, et immédiat, quant au prix d'un article dont vous avez besoin?
- (B) D'une possibilité de trouver un appartement, au moment où vous le désirez?
- (C) D'être constamment au fait de l'actualité?
- (D) D'être au courant de tous les événements importants à venir?

POUR L'ETRE ON COMPOSE **566-6353**

C'est le Service du Tirage du journal

la tribune

la tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,
Tél.: 569-9201, J1K 2X8
Journal quotidien publié à Sherbrooke par
La Tribune Liée. Fondé le 21 février 1910

YVON DUBÉ
Président et Editeur

JEAN-GUY FARAH
Adjoint au président (adm.)
et Secrétaire-trésorier

LIONEL DALPÉ
Adjoint au président (prod.)
et Editeur adjoint

RÉDACTION
JEAN VIGNEAULT
Rédacteur en chef
JACQUES LAFONTAINE
Chef éditorialiste adjoint

SERGE GOSSELIN
Chef des nouvelles
GILLES DALLAIRE
Adjoint au chef des nouvelles
GUY CREVIER
Chef de pupitre

DENIS MESSIER
Directeur des pages sportives

PUBLICITÉ
FRANÇOIS VAILLANCOURT
Directeur de la Publicité
DAWSON BEAULIEU
Chef des Ventes locales
PAUL ALLARD
Chef de la Production publicitaire

COMPTABILITÉ
ANDRÉ LACHAPELLE
Chef comptable
L. ALCIDE BEAUCHER
Gérant au crédit

ATELIER
JACQUES E. LEDUC
Directeur (technologie graphique)
J. JACQUES DELORME
Chef de la production
ANDRÉ BÉLANGER
Adjoint à la production

EXPÉDITION
MICHEL DOYON
Chef à l'expédition
ANDRÉ JACQUES
Adjoint à l'expédition

TIRAGE
GASTON GAGNÉ
Directeur au tirage
GÉRANTS DE DISTRICT
PIERRE BEAULIEU
Magog-Deauville-Rock Forest-
Sherbrooke-Nord
JEAN-LOUIS BLAIS
Coaticook - East Angus
LÉONARD BOULANGER
Lac Mégantic
CONRAD BERGERON
Sherbrooke-Ouest
YVES BERGERON
Sherbrooke-Nord
Valcourt - Bromptonville

JACQUES ROY
Chef des ventes au tirage
ANDRÉ FONTAINE
Sherbrooke-Est - Ouest Lennoxville
JEAN-MARC PEPIN
Sherbrooke-Est - Fleurimont
GASTON PINARD
Drummondville - Acton Vale
JEAN-LUC PINEAULT
Bois-Franc
JEAN-CHARLES POULIN
Amiante
ROGER RÉGIS
Asbestos-Windsor

ORGUES, PIANOS, GUITARES VENTE LOCATION ENSEIGNEMENT

COURS pour débutants INSTRUMENTS PRÊTÉS à la MAISON

LOCATION: STUDIO DE REPETITION D'ORCHESTRE

CENTRE MUSICAL KIMBALL 840, King ouest, Sher. 567-2611

Courrier de deuxième classe: Enregistrement No 1539
Abonnement: Au Canada, territoire immédiat, sauf en-droits desservis par camélet et routes motorisées: 1 an \$75.00, 6 mois \$50.00, 3 mois \$33.00, 1 mois \$13.00. Hors de notre territoire immédiat: 1 an \$120.00, 6 mois \$70.00, 3 mois \$45.00, 1 mois \$20.00. Aux États-Unis: 1 an \$120.00, 6 mois \$70.00, 3 mois \$45.00, 1 mois \$20.00. Autres pays, outre-mer, etc.: 1 an \$125.00. "La Tribune" est socialement de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similés de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

Fleurimont Centre communautaire: un organisateur à temps plein page 4	Richmond Moutons gardés en observation: la tremblante menace page 4	Magog Immeuble incendié 11 personnes sur le pavé page 4	Thetford Mines Jeune femme tuée dans une violente collision page 5	Drummondville Problèmes de logement: nouvel organisme page 5	Arthabaska Maison rasée par le feu: \$100,000 de dégâts page 5
---	---	---	--	--	--

La direction générale

Une bombe qui peut faire sauter la fonction publique

par Christian Bellavance

SHERBROOKE — Rien ne va plus dans l'administration municipale à Sherbrooke et, quelque soit la décision des membres du conseil de ville dans le dossier de la direction générale de la ville, elle ne réussira vraisemblablement pas à désamorcer la bombe amorcée par les méthodes de fonctionnement des deux plus hauts fonctionnaires municipaux et la tergiversation du conseil dans ce dossier qui risque de provoquer une véritable explosion au sein de la fonction publique municipale.

D'abord, de sources sûres, **La Tribune** a appris que six conseillers sur 10 se proposent de voter contre la modification à la structure de la direction générale qu'a proposée le maire O'Bready lundi dernier avant de la remettre à l'étude. Cette modification entraînerait, si elle était adoptée, l'abolition du poste de directeur général adjoint qu'occupe actuellement M. Richard Fabi, et la création d'un poste d'adjoint au directeur général que le maire voudrait confier à M. Fabi.

La décision majoritaire du conseil de maintenir le statu quo au sein de la direction générale signifie à toute fin pratique que les conseillers auront choisi M. Fabi, qui s'oppose au changement proposé, au détriment du directeur général par intérim

Frank Mascolo. Ce dernier a en effet clairement laissé entendre qu'il n'accepterait officiellement le poste qu'il occupe depuis 30 mois que si le conseil acceptait de modifier la structure actuelle.

En d'autres termes, à moins que quelques élus changent d'idée d'ici le début d'avril, le conseil pourrait bien devoir se chercher un nouveau directeur général au cours des prochains mois.

De plus, le maire a précisé au cours du week-end que ce n'est pas dans 15 jours que le conseil se penchera à nouveau sur la question, mais pas avant le début d'avril. A cause de vacances que prennent au cours de mars un bon nombre d'élus, dont lui-même, le conseil ne sera pas au complet avant cette date.

Démission en bloc?

Mais voilà, le maintien du statu quo implique aussi que M. Fabi restera en place. Et cela, un bon nombre de fonctionnaires occupant divers postes à différents niveaux de la hiérarchie municipale comptent s'y opposer.

M. Fabi, selon certains de ces fonctionnaires qui désirent garder l'anonymat, auraient l'habitude d'intervenir dans des dossiers qui ne le concerneraient pas, aurait recours à des moyens politiques pour obtenir gain de cause dans certains dossiers

ou pour influencer des secteurs qui ne sont pas sous sa juridiction, etc.

Et au sein de la fonction publique municipale, on en aurait assez de ces méthodes au point qu'à peu près personne ne voudrait désormais travailler avec M. Fabi.



M. Frank Mascolo

Ce sentiment serait même si fort que, si le conseil maintenait le poste de M. Fabi, les fonctionnaires mécontents iraient jusqu'à présenter une démission en bloc si le conseil refusait de revenir sur sa décision. Plusieurs hauts fonctionnaires des

services techniques avaient utilisé avec succès cette menace il y a un an environ lorsque qu'un chef de division au service des travaux publics les avait critiqués lors d'une réunion publique.

Le directeur général aussi

M. Fabi ne serait par contre pas le seul à avoir ignoré la ligne d'autorité de l'organigramme de l'appareil municipal. Son supérieur et directeur général par intérim, M. Frank Mascolo, sauterait lui aussi régulièrement par dessus cette ligne et les personnes par qui elle passe.

Dans un document que M. Fabi a distribué aux membres du conseil lors de sa rencontre avec les élus et dont **La Tribune** a obtenu copie, le directeur général adjoint fait état de la régularité avec laquelle M. Mascolo lui passerait par dessus la tête et s'ingérerait dans l'administration de services sous la responsabilité de M. Fabi.

Le service des loisirs, les services récréatifs et communautaires, celui de la police, les achats de terrains et la gestion du dossier des assurances à la ville sont, selon le document, les principaux secteurs où M. Mascolo serait intervenu sans passer par M. Fabi.

Cette façon de travailler de M. Mascolo ne s'appliquerait pas uniquement aux secteurs sous la responsabilité du directeur général adjoint. M. Mascolo y aurait aussi eu recours aux services techniques et aux travaux publics.

Au premier endroit, le chef du service Roch Létourneau serait d'ailleurs intervenu auprès de M. Mascolo pour que cesse cette pratique tandis qu'aux travaux publics, une rumeur attribuée à l'attitude du directeur général par intérim la démission que le chef de ce service, M. Jean-Guy Grondin, serait sur le point de remettre à la ville.

Rejoint chez lui, M. Grondin a indiqué avoir reçu des offres intéressantes du ministère de l'Environnement pour s'occuper du dossier de la dépollution des cours d'eau, "un secteur auquel j'ai toujours été associé" a-t-il précisé.

Quant au lien de ce départ possible avec le style de direction qu'exerce M. Mascolo, il l'a rejeté, précisant toutefois que le problème à la direction générale lui apparaissait davantage lié à un style de leadership qu'à une structure particulière.

En général cependant dans la fonction publique municipale, on préfère M. Mascolo à M. Fabi, bien qu'on reproche au premier de trop s'impliquer personnellement dans divers dossiers. Ceci constitue aux yeux de plusieurs un facteur de démotivation qui tend à augmenter et qui affecte la confiance des fonctionnaires en eux-mêmes.

Si par contre au moins un conseiller favorable au statu quo changeait d'idée, le résultat de cinq contre cinq qui diviserait alors le conseil permettrait au maire Jacques O'Bready de voter en faveur du

changement de structure, provoquant ainsi l'adoption de la modification.

Dans cette éventualité, M. Fabi a déjà indiqué qu'il mandatera ses procureurs d'en appeler de la décision du conseil devant la Commission municipale du Québec qui détient le pouvoir de la renverser.

L'adoption de la modification constituerait également une victoire sur tous les fronts pour M. Mascolo qui, le maire l'a lui-même confirmé hier, pourrait alors mettre en place une série de supers-services tel que le rapportait **La Tribune** le printemps dernier.

Pour

SHERBROOKE

(CB) — Au total actuellement, seulement cinq membres du conseil de ville, dont le maire Jacques O'Bready lui-même, approuvent la modification à la structure de la direction générale qu'exige le directeur général par intérim pour accepter officiellement le poste que tout le conseil serait par ailleurs prêt à lui accorder.

De ces cinq personnes, toutefois, seulement trois ont pu être rejointes au cours du week-end. Il s'agit du maire O'Bready et des conseillers Jean-Guy Archambault et Réginald St-Laurent. Le conseiller Camille Fortier, qui a déjà signifié publiquement son accord à la modification, et le conseiller Roméo Bergeron, que les informations de **La Tribune** place dans le camp de ceux qui appuie le

M. Jean-Guy Archambault

Pour le conseiller Jean-Guy Archambault, l'intérim de 30 mois de M. Mascolo a déjà trop duré. "Je



Le maire O'Bready

veux bien croire qu'il faut essayer de satisfaire les personnes en place, a-t-il dit, mais il ne faut pas oublier l'efficacité de l'appareil municipal. Et si je veux bien admettre que même la structure proposée ne correspondra pas au paradis terrestre, j'estime qu'elle est quand même la meilleure solution au problème actuel, et je l'appuierai.

M. Réginald St-Laurent

Le choix du conseiller Réginald St-Laurent est fait depuis longtemps dans ce dossier: il appuie entièrement le changement proposé par M. Mascolo.

"Il faut arrêter de vouloir ménager la chèvre et le chou, a-t-il commenté. Je vois d'ailleurs mal comment des conseillers qui consacrent trois ou quatre heures par semaine aux affaires municipales peuvent



M. Réginald St-Laurent

s'opposer raisonnablement à des propositions venant de personnes qui leur consacrent tout leur temps."

Contre

SHERBROOKE (CB)

— Cinq des neuf membres du conseil de ville rejoints au cours du week-end ont confirmé leur intention de voter contre la proposition de modifier la structure de la direction générale en transformant le poste de directeur général adjoint en un poste d'adjoint au directeur général.

Il s'agit de MM. Antonio Pinard, Roger Gingues, Gaston Goulet, Gérard Déziel et Robert Boisvert. Un sixième, M. Claude Dallaire, a déclaré pour sa part que sa décision n'était pas encore prise, bien que les renseignements obtenus par **La Tribune** sur le contenu de certaines discussions en atelier de travail indique que le conseiller de l'Est s'opposerait lui aussi à la modification suggérée. Voici d'ailleurs ce qu'ont dit ces élus sur le dossier de la direction générale.

M. Antonio Pinard

Réaffirmant que sa décision n'avait rien à voir avec la qualité des deux hommes directement concernés par ce dossier, le doyen du conseil Antonio Pinard a indiqué qu'il se refusait à confier à un seul homme l'entière responsabilité de l'opération d'une ville de l'importance de Sherbrooke.

M. Pinard aimerait bien que le directeur général par intérim accepte officiellement le poste au sein de la structure actuelle, ce qui, selon lui, réglerait tout le problème. "Il ne sert à rien de se cacher et de jouer à l'au-truche en se cachant la tête dans le sable, a-t-il dit. Il y a du mécontentement grandissant devant le style de leadership de M. Mascolo."

Il croit par contre que la création d'un comité exécutif pourrait constituer un remède efficace au type de problème auquel le conseil doit faire face, "bien que cela donnera sans doute lieu à des luttes entre les conseillers eux-mêmes pour déterminer qui devraient en faire parti" a-t-il conclu en riant.

M. Roger Gingues

Tout comme son collègue du quartier ouest, M. Roger Gingues estime qu'une ville de l'importance de Sherbrooke ne peut être dirigée par un seul homme et en conséquence, il s'oppose à la modification proposée par le maire.

"Dans toute entreprise, il faut que tous collaborent, a-t-il remarqué. Et si je suis prêt à modifier une structure pour améliorer l'efficacité, je ne suis pas prêt à le faire à cause des personnes qui ne se plaisent pas dans une structure donnée. Si



M. Gérard Déziel

nous acceptons cela, on modifierait les structures à tous les 15 jours."

M. Gaston Goulet

Lui aussi opposé à l'abolition du poste de directeur général adjoint, M. Gaston Goulet trouve que les pouvoirs sont déjà suffisamment centralisés sans concentrer la responsabilité de la direction de la ville entre les mains d'un seul homme.

Il cite par exemple plusieurs villes de l'importance de Sherbrooke, comme Longueuil, St-Laurent, Anjou, et de plus importante comme Laval et Québec, qui viendraient récemment d'adopter des structures comprenant un et même plusieurs directeurs généraux adjoints. En outre, des livres fort sérieux traitant d'administration municipale favoriseraient ce type de structure au détriment de celle que souhaite implanter le directeur général.

"Je considère le directeur gé-

néral comme un coordonnateur, a-t-il dit, et je m'oppose à ce qu'il dirige tout directement, même si dans le cas qui nous occupe, cela signifie chercher et engager un nouveau directeur général."

M. Gérard Déziel

Le conseiller du quartier Est, M. Gérard Déziel, a clairement signifié lui aussi son opposition à la modification de la structure de la direction générale qu'a soumise le maire O'Bready lors de l'assemblée du conseil de lundi dernier.

Il considère en effet que cette suggestion du maire et du directeur général par intérim ne ferait que déplacer le problème si elle était entérinée. "Ce qu'il faut, a-t-il affirmé, c'est une restructuration en profondeur à partir du conseil de ville à qui l'on devrait confier une partie du rôle que joue actuellement la direction générale."

M. Robert Boisvert

Notamment parce qu'il ne veut pas "mettre sur une tablette" un homme qui gagne un salaire aussi élevé, le conseiller Robert Boisvert s'oppose lui aussi à ce que l'on abolisse le poste de directeur général adjoint pour en créer un autre d'adjoint au directeur général.

"M. Fabi a clairement indiqué qu'il n'accepterait pas cette modification, a dit M. Boisvert, et ce n'est certainement pas moi qui lui enlèvera son poste."

M. Claude Dallaire

Contrairement aux membres du conseil dont les noms précédent, le conseiller Claude Dallaire a maintenu qu'il n'avait pas encore pris sa décision dans ce dossier. "Je ne veux pas prononcer immédiatement, a-t-il répondu aux question du journaliste hier. Il me manque certains éléments que M. Mascolo doit me faire parvenir incessamment et je veux pouvoir examiner tous les pour et les contres avant de poser mon geste."

Par ailleurs, certains renseignements obtenus de sources sûres, indiquent que M. Dallaire aurait déjà fait part de son intention de voter contre le changement de structure proposé.

Pelletier: peu de chance

SHERBROOKE (CB) — Si l'on accorde quelque crédit que ce soit aux commentaires des membres du conseil rejoints au cours du week-end concernant le dossier de la direction générale, les chances de l'actuel directeur du service de police de Sherbrooke de devenir le prochain directeur général de la ville sont plutôt minces.

Pendant que le maire Jacques O'Bready et le conseiller Gaston Goulet soulignaient que M. Pelletier n'aura qu'à poser sa candidature si jamais le conseil ouvre le poste, d'autres s'interrogeaient sur les capacités de M. Pelletier à remplir adéquatement cette fonction. Deux autres ne le voient pas occuper ce poste tandis que le conseiller Roger Gingues, lui, qualifiait la rumeur de "grosse farce".

MM. Antonio Pinard et Gérard Déziel sont ceux qui se demandent si le directeur du service de police possède toutes les qualités nécessaires pour remplir efficacement le poste de directeur général de la ville. "Personnellement, a lancé M. Déziel, j'ai ma petite idée là-dessus, mais je ne peux la donner pour le moment."

Le conseiller Robert Boisvert, pour sa part, croit que si M. Pelletier pourrait faire un bon directeur adjoint, il ne le voit pas du tout occuper le fauteuil du directeur général.

Enfin, le commentaire du conseiller Claude Dallaire a été bref: "M. Pelletier est sans doute la personne à laquelle je songerais le moins pour ce poste."



M. Jean-Guy Archambault

changement proposé, était tous deux à l'extérieur de la ville.

Le maire O'Bready

Affirmant que la structure directeur général-directeur général adjoint convient peut-être mieux à des villes plus importantes que Sherbrooke, le maire Jacques O'Bready se dit carrément d'accord avec la proposition du directeur général par intérim Frank Mascolo.

"J'espère que le conseil ne le sacrifiera pas, a-t-il aussi précisé. Frank est le second directeur général à la tête de la ville depuis que je suis au conseil et je n'ai pas du tout envie d'en habiter un troisième."

- Prothèses auditives
- Examens audioprothétiques

R.R. ROY & Associés
AUDIOPROTHESISTES

Du lundi au vendredi de 9h a.m. à midi de 1h00 à 5h00 p.m.

61, Wellington sud
Sherbrooke, J1H 5C8

Tél: (819) 569-2657

Importations E.G.G.

achète OR

- ARGENT
- et autres métaux précieux.

PAYONS COMPTANT

Pour montant de \$25,000. et plus, prière de prendre rendez-vous.

N.B. Les prix que nous payons sont ajustés plusieurs fois par jour selon les marchés de New-York et Londres.

4645, Boulevard Bourque, Rock Forest, (819) 566-4626
Succursale Carrefour Dunan, Sherbrooke, (819) 562-3030
4845 (Pour Scrador Metals Ltd)

La région des cantons de l'est

Grève à la mine d'amiante Bell et arrêt de travail imminent à la Société Asbestos

THETFORD MINES — Encore cette année, les travailleurs miniers de la région de Thetford Mines semblent plus décidés que jamais à obtenir satisfaction dans le cadre des négociations pour le renouvellement respectif de leurs conventions collectives de travail, échues depuis le 29 février.

En effet, trois des dix syndicats miniers de la région ont obtenu hier des mandats pour déclencher la grève dès la date permise et ce, en vertu des dispositions du Code du travail. C'est ainsi que, depuis

minuit cette nuit, les opérations régulières de la compagnie Les Mines d'Amiante Bell Ltée de Thetford Mines sont entièrement paralysées alors que les employés à l'heure ont dressé des lignes de piquetage aux abords des installations de la compagnie et que leurs confrères de bureau en ont fait autant ce matin près du nouvel édifice administratif.

C'est dans une forte proportion que 85 pour cent que 400 des 440 membres du local 7285 des Métallos ont appuyé la recommandation de leur exécutif à l'effet de ne pas se présenter à l'ouvrage dès minuit, dimanche soir. Les pourparlers entre les deux parties sont au point mort depuis près d'une semaine et aucune nouvelle rencontre n'est encore prévue. Quant

aux 41 employés de bureau de la mine Bell, syndiqués au local 8026 des Métallos, ils ont également voté majoritairement en faveur de la grève.

Un autre, lundi soir

Le déclenchement d'un autre arrêt de travail est prévu pour minuit lundi, soit à la Société Asbestos

Ltée. C'est dans une proportion de 84 pour cent que les 1089 membres présents à l'assemblée d'hier après-midi se sont prononcés en faveur de la grève. Les interventions effectuées au cours de la longue réunion de 3,5 heures ont clairement démontré l'impatience des travailleurs face à la lenteur des négociations. Après dix rencontres depuis le 5 décembre 1979, 182

clauses demeurent toujours en litige. Les travailleurs sont tellement décidés qu'ils ont modifié la proposition de l'exécutif qui re-

commandait un vote de grève au moment jugé opportun pour la remplacer pour une grève des minuit lundi.

Jeune femme tuée dans une violente collision

THETFORD MINES — La route a fait une victime au cours du dernier week-end dans la région de Thetford Mines.

En effet, Mme Danielle Aubry-Doucet, âgée de 25 ans, de St-Célestin de Nicolet est décédée des suites d'une violente collision survenue dans la nuit de vendredi à samedi, sur la route 265 en face du Mont Ville-neuve. L'autre passagère du véhicule, Sylvie Daneau, âgée de 23 ans, également de St-Célestin, souffre de graves blessures. Après avoir été conduite à l'Hôpital général de la région de l'Amiante, elle fut transférée dans un centre hospitalier de la région de Trois-Rivières.

Mme Aubry-Doucet et Mlle Daneau venaient tout juste de quitter Thetford Mines après avoir assisté à "l'avant-première" de la pièce "Demain matin Montréal m'attend" que la troupe de théâtre Les Cabotins présente dans le cadre de la Finale des Jeux du Québec, Hiver 80 à Thetford Mines. Selon le rapport des agents de la Sûreté du Québec, détachement de Thetford Mines, la collision est attribuable à une perte de contrôle de l'un des deux véhicules impliqués.



(Photo La Tribune)

Affluence sur les pentes

La neige, le beau temps et les skieurs s'étaient donnés rendez-vous sur les pentes et dans les sentiers, hier. Une véritable baume pour tous les sportifs frustrés.

Thetford Mines. Le coût en est de \$2 soit le prix du cahier de budget.

Des cours sur l'art de tenir un budget

THETFORD MINES - Pour répondre à un besoin croissant, exprimé par les gens rencontrés à l'intérieur de ses services, l'Association coopérative d'économie familiale (Acef) de Thetford Mines a décidé de mettre sur pied des cours sur le budget.

Thetford Mines. Le coût en est de \$2 soit le prix du cahier de budget.

Depuis quelques années, le mouvement Acef a développé et amélioré ses sessions de cours de façon à les rendre accessibles à tout le monde.

Les deux premières rencontres de ces cours auront lieu les 5 et 12 mars, en soirée. Les personnes intéressées peuvent s'inscrire en communiquant avec le bureau local de l'Acef, situé au 22 rue de La Fabrique à

psst

ça s'en vient...

G.Z.

Maison rasée par le feu à Arthabaska: \$100,000 de dégâts

ARTHABASKA — Lorsqu'il reviendra de ses vacances en Floride, M. Paul Brunelle, domicilié au 34 de la rue Bourgeois à Arthabaska, aura la fâcheuse surprise de constater que sa maison a été complètement détruite à la suite d'un violent incendie qui s'est déclaré dans la propriété hier matin apparemment à la suite de problèmes électriques.

Les dommages matériels ont été évalués sommairement par les policiers municipaux à près de \$100,000. Il aura fallu environ une heure aux pompiers de la

ville pour contrôler l'incendie qui malgré tout aura achevé son oeuvre destructrice.

Autres incendies

Par ailleurs, d'autres incendies se sont déclarés sur le territoire desservi par la Sûreté municipale de Victoriaville. L'un au 16 de la rue Gaudet et un autre, à Ste-Victoire. Dans les deux cas, les flammes auront fait des dégâts relativement importants dans les sous-sols des maisons impliquées.

Nouveaux services aux gens d'affaires

VICTORIAVILLE (DGP) — La Corporation de développement économique des Bois-Francis (CDBEF) offrent deux nouveaux services aux gens d'affaires et aux entreprises des cinq villes membres. Il s'agit d'une banque d'études disponibles pour consultation et un service effectuant des études de marché sommaires.

A cet effet, la Corporation recueille une foule d'études et d'ouvrages traitant de divers secteurs de l'activité économique. Cette banque d'étude est composée d'informations sur l'économie en général, l'agriculture, les forêts, le secteur manufacturier, le commerce ainsi que plusieurs statistiques concernant la vie économique de la région de la province et du Canada.

En outre, pour le secteur manufacturier des études de marché sur certains produits et certains types de études de marché sur certains produits et certains types d'industries sont également accessibles.

Toutes ces études et ouvrages seront mis à la disposition de ceux qui voudront les consulter sur place ou dans certains cas, qui en voudront des copies. Ces services sont gratuits.

Ces deux nouveaux services seront sous la responsabilité de l'agent de recherche de la CDBEF, M. Luc Martin.

Les Troubadours de Victoriaville se distinguent à Montréal

VICTORIAVILLE (DGP) — A leur première activité en compétition cette année le corps de tambours et clairons Les Troubadours de Victoriaville ont amassé 74,9 points pour terminer premier à la section des couleurs, à Montréal.

Les Troubadours ont défait le corps Les Silhouettes de Montréal championne incontestée, au cours des deux dernières années.

Rappelons que 11 groupes étaient en compétition. Les Troubadours ont défait les championnes par 5 de point et se sont aussi assurés le trophée de la meilleure marche et manoeuvre.

Les Matadores de Marieville, qui avaient gagné en 1977 sont arrivés en troisième position avec un pointage de 69,8. Au cours d'une autre compétition qui avait

lieu le lendemain, soit le 24 février, au centre culturel de Beloeil les Troubadours remportaient pour la 2ième fois la première position avec un pointage de 76,9 et raflaient les trophées pour le meilleur effet général et pour la marche et manoeuvre.

La prochaine compétition des Troubadours aura lieu le 8 mars en matinée à Aylmer et en soirée à Ottawa. Le 9 mars une autre compétition sera présentée à Laclute.

Par ailleurs, un nouveau comité de parents a été élu pour les Troubadours. Il sera présidé par M. Jean Guy Chagny et appuyé par Madeleine Martin, Omer Corriveau, Maurice Ross, Cécile Ross, Gaston Fréchette, Georges Messier et Marie Savoie.

Nouvel organisme de sensibilisation sur les problèmes du logement

DRUMMONDVILLE — Un nouvel organisme dont le but principal est de conscientiser la population régionale sur les problèmes du logement vient de naître.

L'Atelier du logement communautaire des Bois-Francis (L'ALCBF), dont le siège social est situé au 247 de la rue Lindsay à Drummondville, couvre la région 04 Sud, soit les villes de Nicolet, Victoriaville, Plessisville et Drummondville.

Outre la conscientisation des gens face aux logements, l'ALCBF s'est fixé comme buts de favoriser la prise en charge des problèmes de logement pour les groupes de citoyens et d'assurer un support technique dans l'appropriation collective de logement en mettant sur pied des coopératives ou des organismes sans but lucratif.

C'est ainsi que l'Atelier s'est fixé comme mandat de faire connaître la situation du logement dans les Bois-Francis; de faire connaître les solutions communautaires aux problèmes de logement; de promouvoir et participer à la création de coopératives d'habitation; de participer à la formation de groupements

sensibilisés aux problèmes du logement et, finalement, de participer à des projets de construction, de rénovation, de restauration et de préservation du logement.

Subvention

Fort d'une subvention annuelle de \$50,000 accordée par le programme Logipop de la société d'habitation du Québec, l'Atelier du logement communautaire a engagé trois permanents, soit Dominique Chevalier, Monique Houle et Claudine Bisailon Landry.

Ces personnes veilleront à organiser des conférences, des réunions et des expositions sur des questions se rapportant à l'habitation; à soutenir les groupes dans leur démarche collective pour résoudre leurs problèmes de logement et apporteront tous les supports techniques possible nécessaire à la création de coopératives d'habitation et à la formation de groupes

Pour aider à solutionner les problèmes des jeunes

DRUMMONDVILLE — Drogue, alcoolisme, délinquance, criminalité sont des réalités dominantes de notre société contemporaine et souvent les moyens d'en sortir pour ceux qui y sont engagés sont peu nombreux.

Sans prétendre qu'il détient la solution miracle, l'organisme Cep et Sarments Inc., qui a pignon sur rue au 149 Dorion, offre cependant un programme de réhabilitation et de réadaptation sociale.

Plus précisément, Cep et Sarments Inc., est une organisation chrétienne à but non-lucratif incorporée légalement en février 1979. Son objectif premier est de venir en aide à la jeunesse.

De par sa philosophie de base, cette organisation se veut autonome, c'est-à-dire indépendante de l'appareil gouvernemental et de tout autre groupement social, populaire ou religieux. Elle s'adresse à tout jeune peu importe sa condition sociale ou son origine religieuse, raciale ou ethnique.

Dans un premier temps, son programme d'une durée de trois (3) mois est destiné à favoriser la réha-

bilitation des jeunes aux prises avec un problème de drogue, d'alcoolisme, de délinquance ou de d'adaptation sociale.

La deuxième partie de son programme s'inscrit dans un cadre d'information, d'éducation, de sensibilisation et de prévention face aux situations problématiques vécues par ces jeunes. Enfin, la troisième phase en est une d'expansion. Cep et Sarments Inc., veut toucher le plus de jeunes possible et pour ce, il veut favoriser la création d'autres centres poursuivant la même philosophie, les mêmes buts et objectifs.

L'étape réhabilitation est directement relié au programme interne du centre d'accueil et ne s'effectue que dans son cadre fermé, c'est-à-dire dans un contexte de développement (cours, discipline, direction spirituelle, etc...)

"Ce n'est pas le type de l'école de réforme. Si un jeune se présente ici, on lui demande clairement s'il veut se sortir de son problème et s'il est prêt à faire les efforts pour y arriver.

populaires oeuvrant sur les conditions du logement.

Les prochaines étapes de l'Atelier seront de publier des articles de journaux traitant du logement et ensuite, de tenir des assemblées publiques à travers la région pour faire connaître l'Atelier et informer la population sur leurs droits de

locataires.

On peut contacter l'Atelier au numéro de téléphone suivant: 477-7784. Les membres du groupe peuvent également se déplacer et aller rencontrer toute personne ou groupe qui fait face à des problèmes particuliers concernant l'habitation.

COURS DE FORMATION PROFESSIONNELLE TECHNIQUES DE GENIE CIVIL NIVEAU COLLEGIAL TEMPS PARTIEL ET SUBVENTIONNE

COURS OFFERTS 2ième SESSION HIVER 1980

TITRE	CONSTRUCTION I	CONSTRUCTION II
DUREE:	60 heures (15 semaines)	60 heures (15 semaines)
ENDROIT:	Collège de Sherbrooke	Collège de Sherbrooke
DEBUT:	lundi, 17 mars 1980	mercredi, 19 mars 1980
SOIRS:	lundis soir	mercredis soir
HEURES:	19:00 à 23:00 heures	19:00 à 23:00 heures

CLIENTELE: Aux techniciens en voirie, génie civil, architecture, aux contremaîtres, entrepreneurs en construction, surintendants, dessinateurs.

INSCRIPTION

— SE PRESENTER A LA SEANCE D'INFORMATION ET D'INSCRIPTION

DATE: lundi, le 3 mars 1980

LIEU: COLLEGE DE SHERBROOKE

Pavillon II

Local 53-270

375, rue Parc

Sherbrooke, P.Q.

Tél.: (819) 563-3150, poste 157

FRAIS D'ADMISSION

— A payer au Collège de Sherbrooke lors de l'inscription
5,00 \$ pour l'ouverture du dossier,
5,00 \$ frais d'admission.
Les frais de scolarité sont gratuits.

PRE-REQUIS

— Un (1) an d'expérience dans le domaine.
— Etre âgé d'au moins 18 ans au 30 juin 1979.
— Posséder un certificat de fin d'études secondaires.



La Commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre de la région des Cantons de l'Est

Les Centres d'emploi du Canada

Le C.E.G.E.P. de Sherbrooke

La vie dans les Cantons

Une patineuse sauvée: hommage rendu à deux policiers de Magog

MAGOG (BG) — Le club Optimiste Magog-Orford aura été le premier organisme local à rendre hommage aux deux policiers municipaux qui, le 10 février dernier, rescapaient une patineuse qui s'était aventurée sur les eaux gelées du lac Memphrémagog.

Le sergent Yvon Bélanger et le constable Raymond Poulin ont été très touchés par cette marque de reconnaissance témoignée par les membres du club Optimiste. "Par cet acte de bravoure, soulignait le président de l'organisme, M. Onil Langlois, nos deux policiers ont fait

plus que leur travail, ils ont posé un geste humanitaire en sauvant une vie". Après la brève allocution du président, on a remis aux deux héros, des plaques de mérite en souvenir de cette soirée de février où, en voulant secourir cette jeune femme, les deux policiers avaient failli être eux-mêmes victimes de leur intrépidité. Des membres des

clubs Optimiste de Rock Forest et d'Omerville assistaient aussi à cette fête donnée en l'honneur des deux policiers.

Pour boire, il faut manger

Après la courte cérémonie au cours de laquelle les policiers étaient honorés, suivit une conférence de premier choix qui traitait

des calamités engendrées par les abus d'alcool. M. Paul Giguère du Ministère des Affaires sociales et de Sobriété Canada était des statistiques des plus révélatrices qui prouveraient que les québécois sont des mauvais buveurs qui font que le Québec détient le palmarès des accidents mortels au Canada. Selon l'agent d'information attaché au Mi-

nistère des Affaires sociales, 64% des accidents de la route auraient comme cause directe un usage trop abusif de l'alcool.

Selon M. Giguère, les statistiques démontrent que le buveur social ou d'occasion est un danger beaucoup plus imminent sur la route que l'ivrogne ou l'alcoolique. "Ces derniers sont conscients de leur état, et ne prendront pas de risques sur la route alors que c'est le contraire pour le buveur social". Les jeunes âgés entre 16 et 24 ans, constituent 19% des conducteurs. Les accidents, dans un pourcentage de 37%, seraient produits par des jeunes alors que, 57% des tués de la route sont aussi des jeunes.

Certaines croyances enseignent que, pour réduire l'effet de l'alcool, il suffit de prendre un bon repas. "Complètement faux, renchérisait M. Giguère.

Conseil d'administration de la Caisse populaire réélu

ASBESTOS (JPL) — Réunis en assemblée générale, les membres de la Caisse populaire d'Asbestos ont procédé à la réélection de MM. Oscar Champagne, Fidèle Marcoux et Omer Blanchet, qui siègeront au conseil d'administration au cours des trois prochaines années.

Par ailleurs, MM. Rosario Giroux et Gérard Mo-

rin, respectivement appointés à la commission de crédit et au conseil de surveillance ont également vu leur mandat se prolonger, alors que dans un même temps, l'assemblée générale décidait de hausser à \$15,000 (elle était de \$10,000), la somme maximale à fixer sur une reconnaissance de dettes.

Cette réunion aura permis d'apprendre que la caisse pop locale avait atteint un nouveau sommet de ses 42 ans d'histoire, en enregistrant une progression de son actif de près de 20 pour cent, ce qui représente un montant de \$4,775,000. L'actif total de 1979 est donc de \$29,128,222, comparativement à \$24,353,725 pour l'exercice financier de 1978.

La caisse a réalisé un trop perçu de plus de \$160,000 et un bénéfice extraordinaire de \$356,798, ce qui représente les gains sur dispositions d'immobilisations ou vente de son immeuble.

Recrutement

ST-SEBASTIEN — La Chambre de commerce de St-Sébastien qui, depuis sa fondation, il y a 13 ans, a connu des jours sombres et des jours un peu plus heureux, vient d'entreprendre sa campagne annuelle de recrutement.

Le président de l'organisme, M. Gaston Veilleux, souhaite que, de 64 qu'il était l'an dernier, le nombre des membres de la Chambre passe à plus de 80.

Nombreuses réalisations

WOBURN — Même si elle n'a vu le jour que voilà quelques années, la Chambre de commerce de Woburn peut se vanter d'avoir donné un nouveau visage à cette localité.

Grâce à l'initiative de ses membres, les rues ont été identifiées et chaque immeuble a été doté d'un numéro civique. De plus, un relais a été aménagé à proximité du poste frontalière de Coburn Gore et un centre d'informations touristiques a ouvert ses portes non loin de là tandis que des sentiers ont été mis à la disposition des marcheurs.

Selon le président de la Chambre de commerce, M. Julien Chouinard, l'organisme a aussi joué un rôle important au moment de la création de la bibliothèque municipale et c'est grâce aux efforts de ses membres que les sentiers de ski de randonnée des environs ont été identifiés.

Huit commissions au conseil du Canton d'Ascot

CANTON D'ASCOT — Les tâches dévolues aux membres du conseil de la municipalité du Canton d'Ascot ont été réparties, cette année, entre huit commissions.

C'est ainsi que les conseillers Fernand Hallée, William R. Bell, Robert Clément et H.-L. Beaulieu font partie du comité des travaux publics tandis que les clôtures sont sous la responsabilité de MM. Henri-Louis Beaulieu et Robert Clément. Les loisirs ont été confiés à MM. Denis Lafontaine et Gérard Fournier qui sont aussi responsables du comité des finances.

M. Denis Lafontaine a été chargé des relations publiques tandis que M. William R. Bell est responsable du comité de la construction. MM. Gérard Fournier, Fernand Hallée et Denis Lafontaine se partagent le travail au comité du transport en commun

tandis que le comité de la sécurité relève de MM. Denis Lafontaine et Robert Clément.

Nouveau dépliant

WINDSOR — Le président de la Chambre de commerce de Woburn, M. Julien Chouinard, a révélé qu'un nouveau dépliant sera publié, à l'initiative de cet organisme, afin d'informer les visiteurs de passage dans cette localité des services qui sont mis à leur disposition ainsi que des attraits que leur offrent les environs.

Le dépliant comportera un répertoire téléphonique des résidents de l'endroit ainsi qu'un répertoire des établissements commerciaux de la localité.

Curiosités scientifiques

Chapeau glacé

PARIS (AFP) — Le port d'une sorte de chapeau glacé sur la tête prévient la perte des cheveux des malades suivant un traitement chimiothérapeutique anti-cancéreux, selon une équipe de chercheurs de la faculté de médecine de l'université d'Arizona.

La chute temporaire des cheveux est un des effets secondaires de l'absorption de médicaments anti-cancéreux. Les résultats de la recherche, effectuée en collaboration avec le centre médical de Tucson (Arizona) ont été publiés dans le "New England Journal of Medicine". La technique consiste à introduire de la glace dans des sacs en plastique et à les appliquer sur la tête des patients à l'aide de bandage pendant quarante minutes après l'absorption des drogues. Sur 33 malades qui recevaient des injections de doxorubicine -antibiotique utilisé contre divers types de cancers -vingt ont pu conserver leurs cheveux grâce à ce chapeau glacé.

— 0 —

Vie possible sur Europa

L'un des conseillers scientifiques de la NASA, M. Richard Hoagland, a estimé que les renseignements fournis par la sonde américaine "Voyager 2" sur Europa, l'une des lunes de Jupiter, indiquent qu'une forme de vie extraterrestre pourrait exister sous sa surface gelée.

La théorie de M. Hoagland est contenue dans un long article publié dans le magazine scientifique américain "Star and Sky".

Selon le chercheur, les renseignements de "Voyager 2" ont permis de découvrir la présence d'un océan, d'une profondeur maximale de 100 kilomètres qui recouvre Europa. La vie pourrait y exister, souligne-t-il, "parce que pendant un certain temps, cet océan n'a pas dû être gelé". Selon les concepts actuels de la création du système solaire, poursuit M. Hoagland, Jupiter était un soleil miniature qui n'a vécu que quelques millions d'années, mais pendant cette brève période, Europa a probablement reçu autant d'énergie que celle que le soleil fournit à la terre.

Cette période, pour le scientifique, a probablement été suffisante pour que soient créées des molécules constituant les premiers stades de la vie organique. Après le refroidissement de Jupiter, ces molécules, estime-t-il, pourraient avoir poursuivi une évolution dans les profondeurs de l'océan d'Europa.

— 0 —

L'année de l'enfant... prolongée

NDLR — Bousculée par 1980, l'année 1979 a cédé sa place et amené dans son sillon plusieurs projets qu'elle avait mis de l'avant, dont l'Année de l'enfant. Pour souligner cette Année de l'enfant, la Tribune vous avait invités à lui faire parvenir les photographies de vos enfants. Vous avez répondu en grand nombre et, pour donner une chance à tout le monde, La Tribune éditiera l'Année de l'enfant jusqu'à l'épuisement des photographies reçues avant le premier janvier 1980.



Joël, 3 ans, et Josée, 11 mois, enfants de M. et Mme André (Denise) Coult, de Stoke.



Sébastien, 9 mois, fils de Nicole et Alain Fontaine, de Weedon



Mélanie, 3 ans, fille de Daniel et Hélène Grenier, de Sherbrooke



Annie, 1 1/2 mois, fille de M. et Mme Gilbert Frappier, de St-François-Xavier de Brompton



Daniel et Lucy, enfants de M. et Mme Denis Desindes



Catherine, 4 ans, fille de Marie-Paule et Daniel Allard, de Rock Forest



Jeannie, 6 ans, et Patrick, 2 1/2 ans, enfants de Clémence et Gaétan Fontaine, de St-Denis de Brompton



Tania, 5 ans, Rachel, 3 ans, et Michael, 8 mois, enfants de Roger et Cathy Mathieu, de Canaan, Vermont



Emma, 11 mois, fille de Marcelle Héroux et Yvon Cormier, de Belœil



Stéphanie, 4 1/2 ans, et Claudia, 2 1/2 ans, filles de M. et Mme Robert et Pauline Charest, de Fleurimont

MAGASINS DE SERVICE GOOD YEAR



Mise au point économe d'essence et analyse de la performance du moteur

3695 4195
voitures 4 cylindres 6 cylindres

4695
voitures 8 cylindres

La plupart des voitures, pièces et main-d'œuvre comprises. Allumage non-électronique \$4 en sus (contacts et condensateur exigés)

- Pose de bougies neuves
- Pose d'un rotor neuf
- Vérification des conducteurs des bougies du chapeau d'allumeur, de la bobine d'allumage
- Vérification des boyaux du système de refroidissement
- Vérification de l'équilibre de la puissance-moteur
- Réglage de l'avance à l'allumage
- Réglage du mélange explosif du carburateur au ralenti
- Vérification du fonctionnement de la soupape de V F C

Pièces et entretiens additionnels moyennant supplément, si nécessaires. Garantie de 90 jours/9,000 km. Soyez économe d'essence — téléphonez pour prendre rendez-vous

Vente de batteries Thunderbolt



Cette batterie sans entretien vous offre des mises en marche fiables en hiver et plus de puissance de mise en marche que les batteries d'équipement d'origine. Garantie au prorata de 50 mois.

Dimension	Prix
24C	\$61.00
24F	61.00
27C	68.00
72S	56.00
74	62.00

POSE COMPRISE

La vente prend fin le 8 mars, 1980

Huile, filtre et lubrification

vérification de 5 éléments-moteur comprise

Protégez les pièces mobiles de votre voiture à l'aide des produits de qualité FRAM et CASTROL.

995 la plupart des voitures

- Pose d'un filtre a huile FRAM neuf
- Jusqu'à 6 litres d'huile CASTROL 10W30 Multigrade dans le moteur
- Lubrification complète du châssis au CASTROL



- Effectuer un entretien professionnel à tous points de vue.
- N'effectuer que le travail nécessaire et que vous autorisez.
- Vous remettre toutes les pièces usées.
- Décrire et expliquer chaque travail effectué.
- Honorer notre garantie nationale.

NOTRE ENGAGEMENT POUR UN ENTRETIEN DE TOUTE CONFIANCE DE VOTRE AUTO

2025 OUEST, RUE KING, SHERBROOKE - 569-9288

Heures d'ouverture: du lundi au vendredi: de 8h.00 a.m. à 5h.30 p.m.; Samedi de 8h.00 a.m. à midi.

NON



M. LÉVESQUE!

**Le creux de la vague n'est pas passé.
La convention des 8 000 professionnels
de la fonction publique est loin d'être réglée.
Le 4 mars, nous marchons sur le Parlement:**

- **pour dénoncer les reculs
que vous voulez nous imposer;**
- **pour que notre avancement et nos mutations
ne soient pas soumis
à l'arbitraire et au favoritisme;**
- **pour que cessent les discriminations salariales
à l'égard de certains de nos membres;**
- **pour que cesse le déguisement
d'emplois permanents en emplois occasionnels;**
- **pour que nous soit assurée une réelle sécurité d'emploi
(comme aux salariés du para-public).**

Syndicat de Professionnels du Gouvernement du Québec

SPGQ

La chasse aux phoques est ouverte avec une bénédiction oecuménique

SAINT-JEAN, T.-N. (PC) — En présence d'une foule d'entre 1 200 et 1 500 personnes et renforcée par une bénédiction oecuménique, une petite flotte de bateaux destinés à la chasse aux phoques s'appretait dimanche à quitter le port de Saint-Jean-de-Terre-Neuve en direction de la haute Atlantique.

La foule a acclamé les marins-chasseurs. "Pas un seul protestataire en vue", a noté un policier sur les lieux.

La saison de la chasse aux phoques débutera le 11 ou le 12 mars.

Les navires pourront prendre 46 500 phoques. La bénédiction a été donnée par des représentants de l'Église catholique, de l'Église anglicane, de l'Église-Unie ainsi que de l'Armée du salut.



(Laserphoto PC)

Deux anciens ministres ont applaudi au lancement de la chasse aux phoques hier: John Crosbie, Don Jamieson, et le ministre terre-neuvien des Pêcheries, James Morgan.

Soldes de printemps à Air-Canada: 721,000 places offertes à prix réduits

MONTREAL (PC) — Plus de 700,000 places à bord des avions d'Air Canada seront offertes à prix réduits au cours d'un nouveau "solde de printemps" annoncé samedi par le transporteur national. Les rabais vont de 47 à 69 pour

cent. Sont en vente pour le printemps 721,000 places, dont 502,000 seront carrément réduites de moitié sur les courts parcours (moins de 1,000 milles) à l'intérieur du pays.

L'Ouest aurait bientôt son mouvement séparatiste de style PQ

OTTAWA (PC) — Les conditions sont réunies dans l'ouest du pays pour l'émergence d'un mouvement séparatiste qui pourrait être comparable au Parti québécois.

C'est du moins l'opinion du président d'un groupe de l'ouest dont l'objectif est de rendre la Confédération plus rentable pour cette région du pays.

Le président de la Canada West Foundation, M. Stanley Roberts, a déclaré au cours d'une interview au réseau CTV, devant être diffusée dimanche, que l'analyse de sondages d'opinions faite par son groupe révèle qu'il existe dans l'ouest un désir de changement du système fédéral comparable au mouvement qui s'est développé au Québec.

"Ce mouvement séparatiste en puissance dans l'ouest est très significatif et il nous préoccupe grandement," a déclaré M. Roberts.

"Il y a vraiment beaucoup de gens dans l'ouest canadien qui sont tout aussi mécontents (qu'au Québec)."

M. Roberts a indiqué qu'on peut interpréter le soutien traditionnel, dans l'ouest, des partis de l'Opposition comme un désir de défendre

l'ouest par rapport aux intérêts du centre du Canada.

"Pour devenir partenaire égal dans la Confédération, il faut se faire entendre de temps en temps", a expliqué M. Roberts.

Pas de violence

Il a souligné cependant que les "westerners" n'appuieraient pas le recours à la violence pour obtenir leurs revendications.

"Ils adopteront une attitude de force, ils diront qu'ils sont maintenant une partie économique puissante du Canada, et qu'en conséquence ils exigent d'être entendus."

M. Roberts a précisé que son organisation, qui comprend des partisans des quatre principales formations politiques, ne se transformera pas en groupe séparatiste. Elle agira plutôt comme "messagère" entre l'ouest et le Canada.

Par ailleurs, le sentiment de ne pas être adéquatement repré-

senté dans le nouveau gouvernement libéral est très fort dans l'ouest, a indiqué M. Roberts. Les gens de l'ouest attendent toutefois de voir quelles seront les nominations de M. Trudeau au cabinet.

De son côté, l'un des deux seuls députés libéraux élus à l'ouest de l'Ontario, M. Lloyd Axworthy, a déclaré au cours d'une interview radiophonique en fin de semaine qu'on n'avait attaché une trop grande importance à la faible représentation libérale dans l'ouest et qu'une récente visite dans cette région ne lui avait permis de déceler aucune tendance séparatiste.

Economie du Québec: les francophones plus confiants qu'en 1978

MONTREAL (PC) — La population de langue française du Québec est plus confiante dans la société québécoise qu'elle ne l'était en 1978.

C'est ce que révèle un sondage effectué par la firme Sorecom pour le compte de l'hebdomadaire Finance.

Environ 47 pour cent des Québécois interrogés cette année ont répondu que cela va bien ou assez bien au

Québec, alors que seulement 33 pour cent avaient répondu la même chose en 1978 et 30 pour cent en 1977.

Le sondage montre aussi que les Québécois adoptent en général une attitude assez conservatrice par rapport au milieu des affaires

Représentation de l'Ouest: climat de panique inutile

OTTAWA (PC) — Un des deux libéraux élus à l'ouest de l'Ontario estime que les editorialistes et les hommes politiques ont créé inutilement un climat de "panique" autour du manque de représentation du gouvernement dans l'ouest du pays.

Le député de Winnipeg-Fort Garry, M. Lloyd Axworthy, a déclaré au cours d'une interview avec Standard Broadcast News qu'il soutenait la nomination au cabinet de sénateurs libéraux de l'ouest, mais que le système parlementaire ne devait pas être chambardé à cause des résultats du dernier scrutin fédéral.

et de l'économie.

Les Québécois ne sont pas non plus très familiers avec les institutions financières provinciales, indique également le sondage. Toutefois, 64,7 pour cent des personnes interrogées connaissent les Caisses populaires. Les Caisses d'épargne économique, quant à elles, ne sont connues que par 17,2 pour cent des Québécois, et la Banque nationale par 13,4 pour cent d'entre eux.

LOUÉZ de TOUT
569-9548

LES ENTREPRISES
MARTINEAU INC.
2456 ouest, rue King

Machine à laver les tapis
à la vapeur

Agent autorisé Honda pour
générateurs pompes à eau, etc.
16702

COURS DE FORMATION PROFESSIONNELLE AUX ADULTES TEMPS PLEIN ET GRATUITS

Le stagiaire peut recevoir une allocation de formation

TITRE DU COURS	ENDROIT	DÉBUT	DURÉE
SOUDEUR (GAZ INERTE) (perfectionnement)	SHERBROOKE	80-03-10	

CONDITIONS D'ADMISSION

- Être âgé d'au moins 16 ans au 30 juin 1979
- Ne pas avoir fréquenté l'école régulière depuis 1 an
- SATISFAIRE AUX EXIGENCES DU COURS

INSCRIPTION

AU CENTRE D'EMPLOI DU CANADA DE VOTRE LOCALITÉ

POUR INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES CFP 5. TÉL.: 569-9761 Interurbains acceptés.



La commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre de la région des cantons de l'Est

Les centres d'emploi du Canada

La commission scolaire régionale de l'Estrie

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la Rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

REPRESENTANTS (ES) DEMANDES (ES)

Si vous êtes la personne qualifiée que nous recherchons, notre compagnie vous offre une opportunité avec un potentiel illimité. Vous représenterez une des plus grosses compagnies dans le domaine de l'assurance-vie et de l'assurance-maladie. Vous serez sur un programme de financement de 2 ans, ayant aussi des commissions et avantages sociaux.

Des postes sont disponibles dans les régions de Sherbrooke, Assbestos et leurs environs.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae à:

C.P. 27
1950, rue Roy
Sherbrooke
J1K 2X8

48379

PRÉPOSÉ AUX RÉCLAMATIONS

Un concessionnaire Chevrolet Oldsmobile est à la recherche d'un préposé aux réclamations.

Le candidat idéal connaît:

- 1) Le système de réclamation Général Motors (TAPAC)
- 2) La fermeture des factures des réparations, partie client manufacturier.

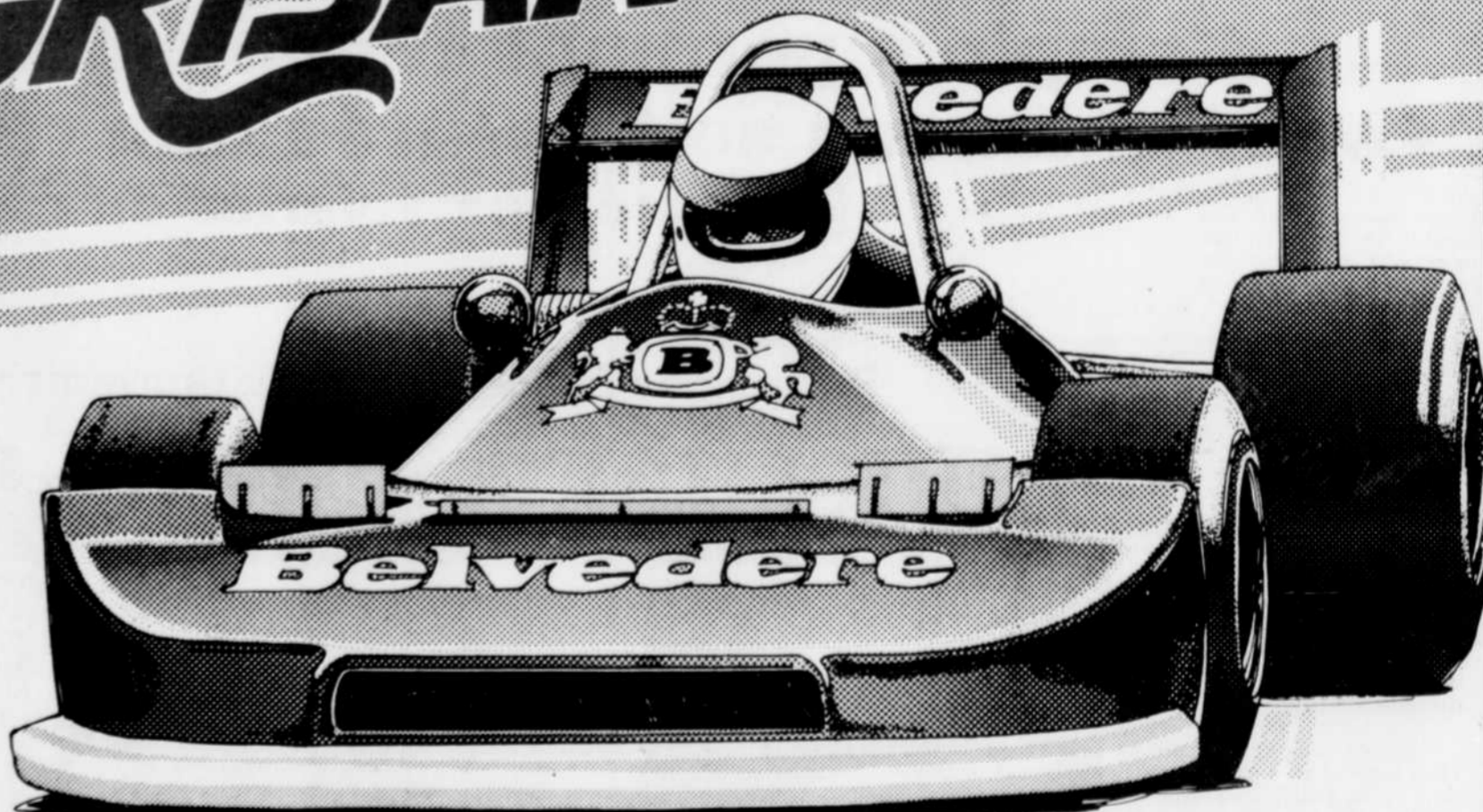
Les conditions de travail sont à la mesure de la compétence du candidat choisi.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

J.D. Chevrolet Oldsmobile Limitée
C.P. 3249, Québec, P.Q.
G1K 6Y8

35032

GRISANTE!



Belvedere Extra Douce